

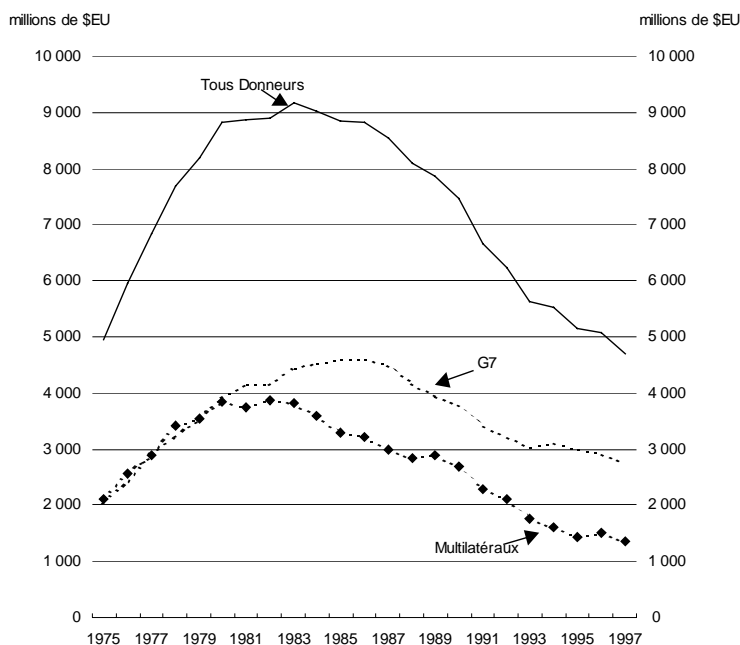
Décembre 2001

Aide à l'agriculture

Le Sommet du G8 à Gênes en juillet 2001 a réaffirmé l'importance de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté. Le communiqué final cite l'accès aux services alimentaires appropriés et le développement rural comme objectifs principaux de la stratégie de réduction de la pauvreté et le soutien à l'agriculture comme instrument crucial de l'APD. Il fait appel aussi à l'utilisation de nouvelles technologies, y compris la biotechnologie, pour augmenter la productivité agricole dans les pays en développement, et pour cibler l'aide vers les régions dont la sécurité alimentaire est la moins assurée, en particulier l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud.

De tels appels politiques sont autant de questions posées aux statistiques. Quel est le volume de l'aide à l'agriculture à ce jour ? Quels sont les principaux pays donateurs et bénéficiaires ? L'aide à l'agriculture est-elle orientée vers les pays qui en ont le plus besoin ? Les systèmes de notification du CAD apportent déjà plusieurs réponses¹. Pour des renseignements supplémentaires, contacter le Secrétariat du CAD. (Envoyer un message à dac.contact@oecd.org).

Graphique 1. Aide à l'agriculture, 1973-2000 : moyennes mobiles sur cinq ans aux prix de 1999



Source: Statistiques CAD et SNPC

¹ Les agrégats annuels des statistiques CAD et le Système de notification des pays créanciers (SNPC) qui est axé sur les activités individuelles.

La définition statistique du CAD de l'aide à l'agriculture...

La définition statistique du CAD de l'aide à l'agriculture couvre la politique, la planification et les programmes agricoles, les ressources en terres cultivables, les ressources en eau à usage agricole, le développement agricole et l'approvisionnement en produits à usage agricole, la production agricole, l'élevage, les services agricoles, l'éducation et la formation ainsi que la recherche dans le domaine agricole, le renforcement des capacités institutionnelles et le conseil. La sylviculture et la pêche sont identifiées comme des secteurs à part mais sont souvent inclus dans l'agriculture dans les présentations statistiques. La définition exclut le développement rural (classé dans l'aide plurisectorielle) et l'aide alimentaire à des fins de développement (une sous catégorie de l'aide-programme générale).

comprend une certaine marge d'incertitude...

Le code-objet identifie «le secteur spécifique de l'économie ou de la structure sociale du pays bénéficiaire dont l'aide est destinée à favoriser le développement». Dans les notifications au CAD (ainsi que dans la plupart des systèmes statistiques internes des donateurs), chaque activité ne peut se voir attribuer qu'un code-objet/secteur. Pour les activités couvrant plusieurs secteurs, on utilise soit un code plurisectoriel soit le code correspondant à la composante la plus importante de l'activité. Par conséquent :

- Les statistiques CAD sur l'aide à l'agriculture ne sont relatives qu'aux activités pour lesquelles l'agriculture est l'objectif principal, et ne couvrent pas l'aide à l'agriculture fournie à travers des programmes plurisectoriels.
- L'aide à l'agriculture à travers les ONG peut également ne pas être prise en compte, car ce codage sectoriel n'est pas réalisé avec autant de précision que pour l'aide-projet ou l'aide-programme.

Tableau 1. Aide à l'agriculture par donneur et part dans l'aide totale, engagements, 1980-2000²

	1980-84	1995-99	2000		
	en pourcentage du total du donneur ^a	en pourcentage du total du donneur ^a	millions de \$EU	en pourcentage du total du donneur ^a	en pourcentage de l'aide totale à l'agriculture ^b
Allemagne	9	7	136	5	3
Australie	7	7	49	7	1
Autriche	1	2	10	3	0
Belgique	5	11	45	9	1
Canada	17	4	64	5	2
Danemark	14	9	142	15	4
Espagne	..	5	31	3	1
Etats-Unis	14	4	405	4	10
Finlande	15	8	9	4	0
France	12	6	178	5	5
Grèce	..	2	1	1	0
Irlande	0	4	12	8	0
Italie	16	4	31	4	1
Japon	11	10	849	6	22
Luxembourg	..	7	4	4	0
Norvège	21	4	48	6	1
Nouvelle-Zélande	20	4	3	4	0
Pays-Bas	19	8	57	2	1
Portugal	..	2	2	1	0
Royaume Uni	8	8	174	6	4
Suède	12	6	22	2	1
Suisse	21	6	24	4	1
Total CAD	12	7	2295	5	58
FaFD	21	14	116	13	3
FAsD	39	12	132	13	3
CE	25	6	416	6	11
IDA	36	14	721	12	18
BID Fonds Spécial	22	6	64	19	2
FIDA	77	66	186	58	5
Total Multilatéraux	33	13	1636	10	42
Total	17	8	3932	6	100

Source: Statistiques CAD et SNPC

a: Aide de chaque donneur à l'agriculture en pourcentage de l'aide de chaque donneur à l'ensemble des secteurs.

b: Aide de chaque donneur à l'agriculture en pourcentage de l'aide de l'ensemble des donateurs à l'agriculture.

² Etant donné que les données sectorielles correspondent à des engagements (et non à des versements), des moyennes mobiles servent de base à l'analyse. Ces moyennes permettent de lisser la volatilité des engagements partants, et de mieux déceler les tendances sous-jacentes (voir graphique 1).

mais permet d'identifier les tendances et des ordres de grandeur,...

Les données en dollars constants font apparaître que l'aide à l'agriculture, déjà stagnante au début des années 1980, diminue depuis 1985 avec un taux annuel de 7%. En conséquence, la part de l'aide à l'agriculture est tombée de 17% au début des années 80 à 8% à la fin des années 90. Le déclin s'explique en partie par la baisse de l'APD en général, mais les priorités sectorielles des donateurs ont aussi changé (passant de l'agriculture et des autres secteurs de production aux secteurs sociaux). Il est plausible que l'exclusion de l'agriculture dans la stratégie de réduction de la pauvreté dans les années 90 explique en partie le déclin.

de comparer les efforts des donateurs,...

L'aide du Japon à l'agriculture représente plus de 40% de l'aide totale des pays du CAD dans ce secteur, l'Allemagne, la France et les États-Unis totalisant 30% supplémentaires. La part de l'aide à l'agriculture dans l'APD bilatérale est la plus importante pour la Belgique, le Danemark et le Japon.

d'identifier des objectifs clefs,...

Sur la période récente plus d'un quart des contributions ont été classées dans le secteur de la politique agricole ou du développement agricole (e.g. programmes sectoriels agricoles, projets de développement agricole intégrés) et un cinquième dans le développement des ressources en eau pour l'agriculture (i.e. programmes d'irrigation). Dans les programmes d'aide bilatérale des pays du CAD, en particulier dans le cas du Japon, la fourniture d'intrants agricoles (principalement fertilisants, mais aussi semences, machines et équipements) constitue un autre sous secteur important.

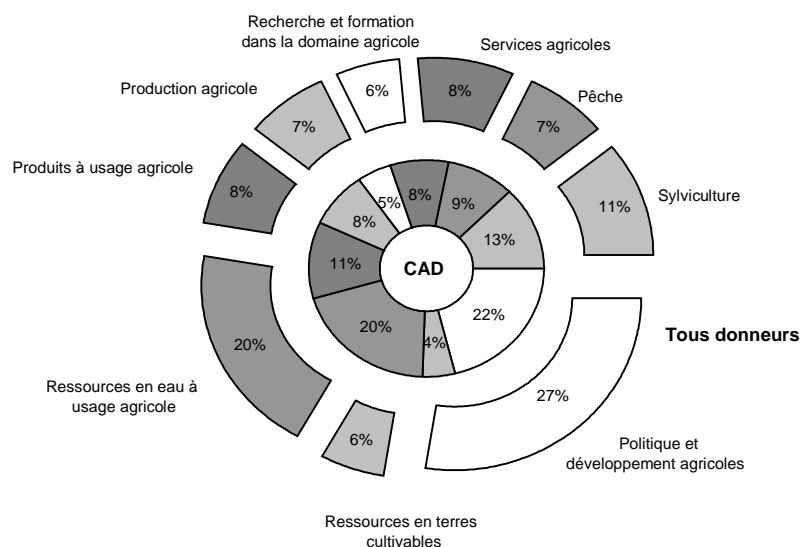
Les activités de promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'agriculture sont classées dans la catégorie formation/recherche, qui représente 6 % du total de l'aide à l'agriculture. Ce chiffre est probablement une sous estimation pour plusieurs raisons. Premièrement, les programmes en matière de recherche sont généralement de petite taille par rapport aux autres projets mis en œuvre dans le secteur. Deuxièmement, les activités de recherche peuvent être intégrées dans de nombreux programmes de production ou de développement agricole, mais leur part dans le total ne peut être isolée. Enfin, il faut également noter qu'on ne dispose pas de données en ce qui concerne les activités de coopération technique de quelques donateurs. Pour obtenir un chiffre précis sur l'APD des donateurs destinée à augmenter la productivité agricole demanderait une analyse approfondie de plusieurs sous secteurs de l'agriculture.

et d'identifier si l'aide est orientée vers les pays qui en ont le plus besoin.

Près de la moitié de l'aide à l'agriculture dans les années 90 est allée en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. L'Inde est de loin le principal bénéficiaire, suivie de la Thaïlande, l'Égypte, l'Indonésie, les Philippines et le Viêt-nam. La répartition de l'aide à l'agriculture par groupes de pays classés selon le revenu est restée relativement stable, avec les groupes des pays les moins avancés, des autres pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure recevant chacun approximativement un tiers de l'aide à l'agriculture.

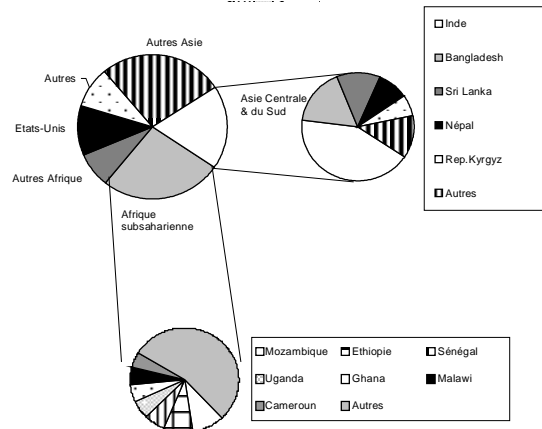
Les statistiques agrégées ne sont cependant pas suffisantes pour traiter la question du ciblage. Des montants importants pour quelques donateurs ou bénéficiaires ou pour certains projets peuvent biaiser l'analyse. Le graphique 3 montre que l'aide à l'agriculture en Asie du Sud est constituée essentiellement de prêts importants d'APD de l'IDA, alors que l'aide à l'agriculture en Afrique subsaharienne est mise en œuvre par un plus grand nombre de donateurs. Le graphique 4 compare la répartition de l'aide à l'agriculture avec la distribution des pays selon le niveau de malnutrition. Plus de 70% de la population mondiale mal nourrie vit dans seulement 13 pays, mais pour différentes raisons, ces pays ne reçoivent que 40% de l'aide à l'agriculture.

Graphique 2. Répartition sous-sectorielle de l'aide à l'agriculture, 1995-99³
 (Cercle intérieur : aide bilatérale ; cercle extérieur : APD totale)



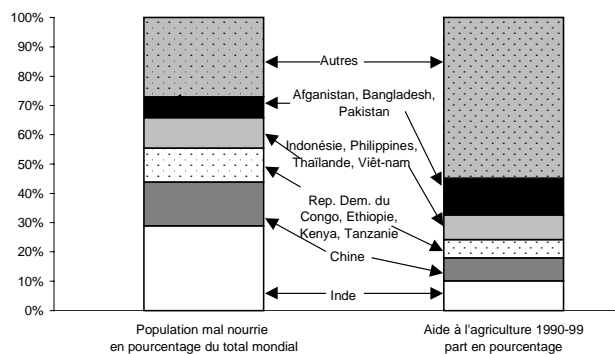
Source: Statistiques SNPC

Graphique 3. Aide à l'agriculture par région, 1998-99



Source: Statistiques SNPC, FAO (population mal nourrie)

Graphique 4. Aide à l'agriculture orientée vers les pays les plus dans le besoin



³ Les statistiques annuelles CAD contiennent des données sur l'aide à l'agriculture depuis 1973. Une analyse détaillée sur la base de données SNPC n'est possible que pour les années 1990. On estime que la couverture de la base de données SNPC dans le secteur de l'agriculture est de l'ordre de 70-80 % pour la période considérée. Le déficit des données correspond aux activités de coopération technique menées par la France, l'Allemagne et le Japon. Le CAD s'attache à collecter des données sur les activités d'aide des organisations multilatérales de la même manière qu'il le fait pour les donateurs bilatéraux. A l'heure actuelle, des données sont transmises en quantité suffisante par le groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le FIDA qui, considérés conjointement, interviennent pour quelques 40% dans l'APD multilatérale. Les données sectorielles pour la Commission européenne et les Nations unies sont largement incomplètes, chaque organisation représentant environ 30% de l'APD multilatérale. La Commission européenne communique des données sectorielles sur les activités du Fonds européen de développement (FED), mais pas encore sur les activités financées par le budget de la Commission. Le déficit de données pour les Nations unies se réfère principalement à la FAO.